
Résumé

Coûts économiques et impact du décrochage scolaire sur le développement économique en Abitibi-Témiscamingue

Frédéric Laurin, Ph.D. en économie

Professeur en économie, École de gestion
Chercheur à l'Institut de recherche sur les PME

Avec la collaboration de **Kyle Fréchette-Verrette**, étudiant en administration à l'Université du Québec à Trois-Rivières



Mai 2025



Avec la participation financière de :



Dans ce rapport, nous montrons que le décrochage scolaire engendre des conséquences économiques et sociales significatives pour la région d'Abitibi-Témiscamingue.

Pour ce faire, nous proposons une démarche en quatre étapes :

1. Répertorier, par une revue de la littérature, l'ensemble des **impacts socio-économiques** du décrochage scolaire, tant sur le plan individuel (pour les décrocheurs) que sur le plan régional (coûts économiques et sociaux) ;
2. Calculer une **estimation économique** des coûts du décrochage en Abitibi-Témiscamingue et dans ses MRC, incluant une comparaison avec l'ensemble du Québec ;
3. Présenter un argumentaire économique démontrant les impacts du décrochage scolaire sur le **développement socio-économique** d'une région telle que l'Abitibi-Témiscamingue ;
4. Présenter un **portrait socio-économique** de l'Abitibi-Témiscamingue et de ses MRC afin d'illustrer cet argumentaire économique établissant une relation entre le décrochage scolaire et le développement régional.

Portrait du décrochage scolaire

- **Taux de décrochage scolaire** : l'Abitibi-Témiscamingue affiche un taux de décrochage annuel de 23,5 %, un niveau très supérieur à celui de l'ensemble du Québec (16,3 %), soit le 15^e rang parmi les 17 régions administratives (RA) du Québec. Toutes les MRC de la région ont un taux de décrochage supérieur à l'ensemble du Québec, en particulier les MRC de Témiscamingue (31,4 %) et La Vallée-de-l'Or (29,2 %) qui se classent parmi les pires au Québec. La MRC de Rouyn-Noranda qui affiche le meilleur taux de la région (18,5 %) se retrouve tout de même au 59^e rang dans le classement des MRC du Québec.
- **Niveau d'éducation** : L'Abitibi-Témiscamingue se classe au 14^e rang parmi les RA pour la proportion de sa population n'ayant aucun diplôme (18,8 %), un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (11,8 %). Toutes les MRC de la région se situent en dessous du niveau québécois, en particulier la MRC de La Vallée-de-l'Or (20,8 %) et d'Abitibi-Ouest (22,6 %). L'Abitibi-Témiscamingue se retrouve aussi en bas de classement (16^e) pour la part de sa population de 25 à 64 ans disposant d'un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université (36 %), un niveau inférieur à l'ensemble du Québec (52,3 %). C'est aussi le cas pour toutes ses MRC. Par contre, Rouyn-Noranda montre le

niveau d'éducation le plus élevé pour ces deux variables parmi les MRC de la région, bien qu'inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

- **Indice de littératie** : L'Abitibi-Témiscamingue est en 14^e position avec un taux de 58 %, soit la proportion de la population âgée de 15 ans et plus n'atteignant pas le niveau 3 du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (47,7 %). Toutes les MRC de la région performant moins bien que l'ensemble du Québec, notamment l'Abitibi-Ouest (61,4 %), alors que Rouyn-Noranda fait un peu mieux (55 %) au premier rang de la région.

L'Abitibi-Témiscamingue fait donc face à des enjeux assez marqués par rapport au niveau d'éducation de sa population, avec un fort niveau de décrochage scolaire et une proportion d'individus sans diplôme qui place la région dans le classement inférieur des RA. Ceci est particulièrement vrai en Abitibi-Ouest et au Témiscamingue.

Impacts socio-économiques du décrochage scolaire

La littérature scientifique identifie une série complète de conséquences socio-économiques du décrochage scolaire. Ces impacts — résumés dans le tableau R1 ci-dessous — sont multiples :

- Pour les **décrocheurs** : sur le revenu, la pauvreté, la qualité de vie, la santé, le bien-être, etc. ;
- Pour les **employeurs** : sur l'innovation et la créativité, la productivité, le taux de roulement, la croissance, le potentiel de croissance, etc. ;
- Pour la **région** : coûts économiques et sociaux, limitation du potentiel de développement de la région, perte de PIB, etc.

Tableau R1. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire aux niveaux individuel et régional

	Impacts individuels chez les décrocheurs (hausse du risque individuel)	Impacts socio-économiques régionaux
Revenus et richesses	• Revenus plus faibles • Chômage et absence d'emploi (inactivité) • Actifs financiers réduits • Faible taux d'épargne • Pauvreté, précarité financière et dépendance économique • Faible possibilité d'avancement professionnel	Gouvernement ➔ Dépenses sociales ➔ Perte de recettes de taxes et d'impôt ➔ Coût d'assurance-emploi Région ➔ Perte de PIB ➔ Pauvreté territoriale ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) ➔ Perte d'attractivité régionale
Productivité au travail	• Faible productivité au travail • Déficit de connaissances générales et spécifiques, de formation, de compétences et de qualifications • Moindres prédispositions cognitives en matière de créativité, d'ouverture, de mode de pensée hors des sentiers battus et de résolution de problèmes • Moindre capacité d'adaptation et de flexibilité cognitive face à l'innovation et aux nouvelles technologies	Employeurs et région ➔ Faible capital humain ➔ Perte de productivité ➔ Limitation du potentiel créatif ➔ Moindre capacité d'innovation ➔ Moindre capacité de transformation et d'adaptation technologique Employeurs ➔ Faible rendement des investissements en formation continue Région ➔ Croissance économique handicapée ➔ Moindre entrepreneuriat régional ➔ Affaiblissement de la structure industrielle ➔ Perte d'attractivité régionale
Employabilité	• Faible employabilité • Inactivité/Exclusion du marché du travail • Faible satisfaction au travail	Employeurs ➔ Sous-utilisation des capacités productives ➔ Pénuries de main-d'œuvre ➔ Fort taux de roulement dans les organisations ➔ Perte de productivité Région ➔ Inefficiency du marché du travail ➔ Chômage et faible taux d'activité Gouvernement et employeurs ➔ Coûts de réinsertion au marché du travail

Impacts sociaux	• Problèmes de santé physique et mentale • Comportements antisociaux (délinquance, vandalisme, crime et incarcération) • Problèmes de consommation et de dépendance • Grossesses précoces ou non désirées	Gouvernement ➔ Coûts supplémentaires système de santé ➔ Dépenses sociales ➔ Dépenses policières et carcérales ➔ Coûts vandalisme Région ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) ➔ Perte de bien-être et de qualité de vie pour la communauté ➔ Perte d'attractivité régionale ➔ Coûts de nettoyage et de réparation (vandalisme) ➔ Hausses primes et coûts d'assurance
	Société • Exclusion sociale • Moindre participation communautaire, civique et politique • Manque d'estime de soi et de statut social	Gouvernement ➔ Dépenses sociales Région ➔ Moindre vitalité des communautés ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Affaiblissement santé démocratique

Tous ces impacts risquent de créer un **cercle vicieux du décrochage** dans la région : une forte proportion de décrocheurs dans la population d'une région engendre plus de risques socio-économiques (pauvreté, chômage, exclusion, criminalité, incarcération, grossesses précoces, etc.), qui sont eux-mêmes des facteurs de risque pouvant expliquer qu'un jeune décroche. Il y a donc un **effet cumulatif et persistant** du décrochage dans le temps dans une région, avec un risque de legs intergénérationnel du décrochage.

Une estimation économique du coût du décrochage scolaire dans l'Abitibi-Témiscamingue

Nous proposons une démarche permettant de faire une estimation économique des coûts du décrochage en Abitibi-Témiscamingue. Le tout est résumé dans le tableau R2 ci-dessous.

Revenus d'emploi perdus. Notre calcul se base d'abord sur les écarts de revenus entre les décrocheurs et les diplômés. Selon les données de Statistique Canada¹, le revenu d'emploi annuel moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en 2020 est substantiellement plus faible relativement aux diplômés, tant en Abitibi-

¹ Statistique Canada. *Tableau 37-10-0152-01. Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade.*

Témiscamingue que dans l'ensemble du Québec. On peut estimer cet écart selon deux méthodes :

Méthode A. Suivant l'étude de Fortin (2016), on peut comparer les individus sans diplôme avec ceux qui ont obtenu au moins un diplôme d'études secondaires (DES) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP). Dans ce cas, l'écart de revenu en Abitibi-Témiscamingue est de 13 512 \$ par année et par décrocheur. Sur l'ensemble d'une carrière de 44 ans, cette perte de revenus s'élève à terme à 718 044 \$ par décrocheur (perte d'actif financier).

Méthode B. On peut aussi comparer l'écart entre les décrocheurs et l'ensemble des diplômés. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen de chaque niveau de diplôme (DES/DEP, cégep et université) par la part de la population ayant obtenu ce diplôme dans le total des diplômés en Abitibi-Témiscamingue. On obtient alors un écart moyen pondéré de 19 703 \$ par année par décrocheur en Abitibi-Témiscamingue, soit une perte de 1 101 957 \$ par décrocheur sur l'ensemble de la carrière (perte d'actif financier).

Les deux méthodes sont calculées par tranche d'âge afin de tenir compte de l'évolution des revenus selon l'âge et l'expérience. Les données de 2020 sur les revenus ont été actualisées en valeur de 2024.

En utilisant les données sur le nombre d'individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en Abitibi-Témiscamingue, par tranche d'âge, on peut ainsi estimer que la perte totale de revenus pour l'Abitibi-Témiscamingue varie de 180,9 millions de dollars (méthode A) à 280,3 millions de dollars (méthode B) annuellement. On peut interpréter ce montant comme étant une perte de PIB, c'est-à-dire de potentiel économique pour la région.

Pour l'estimation des autres coûts du décrochage, nous nous basons sur l'étude d'Hankivsky (2008) qui a été réalisée dans le contexte canadien et dont les données ont été actualisées en valeur de 2024.

Recettes d'impôts perdues. Avec un taux d'imposition moyen de 16,4 %, cette perte de revenus donne pour le gouvernement une perte de recettes d'impôts variant de 2 216 \$ (méthode A) à 3 231 \$ (méthode B) par année et par décrocheur, soit un total variant de 29,7 (méthode A) à 46 (méthode B) millions de dollars pour l'Abitibi-Témiscamingue annuellement.

Primes d'assurance-emploi. Cet écart de revenus donne aussi lieu à une perte de recettes pour le gouvernement provenant des primes d'assurance-emploi qui auraient pu être collectées sur ces revenus. Hankivsky (2008) estime cette perte à

103 \$ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur, soit un total de 1,6 million de dollars pour l’Abitibi-Témiscamingue annuellement.

Coût d’assurance-emploi. Il y a aussi un coût supplémentaire en versements d’assurance-emploi en raison du plus fort taux de chômage au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) calcule ce coût à 4 180 \$ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur, soit un total de 66,5 millions de dollars pour l’Abitibi-Témiscamingue annuellement.

Coût de santé. Cette estimation fait référence au plus grand risque de développer des problèmes de santé au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) estime le coût en dépenses de santé à 12 234 \$ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur. Cela totalise un coût de 194,6 millions de dollars pour l’Abitibi-Témiscamingue annuellement.

Aide sociale et criminalité. Hankivsky (2008) donne aussi une approximation des coûts d’aide sociale et des coûts liés à la criminalité, soit respectivement 6 390 \$ et 338 \$ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur. Ces conséquences représentent un coût total respectivement de 101,7 millions de dollars et de 5,4 millions de dollars pour l’Abitibi-Témiscamingue annuellement.

Tableau R2. Estimation du coût total du décrochage scolaire en Abitibi-Témiscamingue, par année, selon la méthode A ou B

	Par décrocheur	Total régional (millions de dollars)
Perte de potentiel économique		
Revenus d’emploi perdus pour les décrocheurs (calculs des auteurs) — Équivalent à une perte de PIB potentiel	13 512 \$ à 19 703 \$	180,9 \$ à 280,3 \$
Coûts liés aux revenus et au travail		
Recettes d’impôts perdues (calculs des auteurs)	2 216 \$ à 3 231 \$	29,7 \$ à 46,0 \$
Primes d’assurance-emploi perdues (Hankivsky, 2008)	103 \$	1,6 \$
Coût d’assurance-emploi (Hankivsky, 2008)	4 180 \$	66,5 \$
Autres coûts (Hankivsky, 2008)		
Coût de santé	12 234 \$	194,6 \$
Aide sociale	6 390 \$	101,7 \$
Criminalité	338 \$	5,4 \$
Total pour le gouvernement	25 462 \$ à 26 477 \$	399,5 \$ à 415,8 \$
Impact économique total	36 758 \$ à 42 949 \$	550,7 \$ à 650,1 \$

Coût total pour le gouvernement. En additionnant les différentes pertes et dépenses supplémentaires pour le gouvernement, le coût total du décrochage pour le budget de l'État en Abitibi-Témiscamingue s'élève à 399,5 millions de dollars par année selon la méthode A et 415,8 millions de dollars selon la méthode B. Cela correspond à un montant par habitant de 15 ans et plus variant entre 3 188 \$ (méthode A) ou à 3 318 \$ (méthode B) en Abitibi-Témiscamingue.

Impact économique total. En additionnant l'impact de PIB (écart de revenus) et le coût pour le gouvernement, l'impact économique total pour l'Abitibi-Témiscamingue se chiffre à 550,7 millions de dollars par année pour la méthode A et à 650,1 millions de dollars pour la méthode B.

Afin de présenter un ordre de grandeur, cet impact économique total pour l'Abitibi-Témiscamingue représente un montant de 4 394 \$ (méthode A) ou de 5 187 \$ (méthode B) par habitant de 15 ans et plus et par année.

Impacts sur le développement économique régional

Au-delà de cette estimation purement comptable, nous démontrons aussi que la présence d'une forte proportion d'individus sans diplôme dans une région peut significativement handicaper son potentiel économique et productif. Nous présentons un argumentaire économique expliquant comment le décrochage scolaire peut avoir un effet négatif sur plusieurs leviers du développement régional, tels que l'innovation et la créativité, la productivité des entreprises, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale.

Ces conséquences économiques sont plus difficiles à mesurer et à percevoir à court terme, et donc à comptabiliser monétairement. Mais, à plus long terme, les effets du décrochage scolaire percolent à travers l'ensemble du système productif d'une région, affaiblissant graduellement la capacité de croissance des entreprises et son développement. De ce point de vue, la lutte contre le décrochage scolaire devient un véritable axe de développement socio-économique régional.

Portrait socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue

Afin d'illustrer cet argumentaire économique établissant un lien entre le décrochage scolaire et le développement régional, nous présentons un portrait socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue (tableau R3).

Cependant, le faible niveau de scolarité de l'Abitibi-Témiscamingue — se classant dans les derniers rangs parmi les RA — ne se reflète pas de façon marquée dans le portrait socio-économique de la région, contrairement à nos études réalisées sur d'autres régions du Québec. En fait, l'analyse de sa structure industrielle indique que

son territoire est possiblement caractérisé par deux dynamiques économiques parallèles. La première repose essentiellement sur le secteur minier, ne nécessitant pas nécessairement de formation postsecondaire, mais offrant néanmoins d'excellents salaires. Cette dynamique explique donc en partie le paradoxe entre un revenu moyen élevé et un faible taux de diplomation et d'éducation. Le secteur minier aurait donc la capacité d'absorber une partie de la main-d'œuvre pas ou faiblement diplômée. Ceci explique aussi pourquoi le taux de chômage dans la région est parmi les plus élevés au Québec.

La deuxième dynamique est caractérisée par une structure industrielle peu diversifiée, avec un sous-développement des industries à forte valeur ajoutée, et avec peu de création d'entreprise. Nous avons aussi noté une forte spécialisation dans des secteurs où les salaires sont relativement plus faibles, comme les produits en bois ou le commerce de détail. Cet état de la structure industrielle serait cohérent avec les faiblesses de la région en matière éducationnelle.

La diversification industrielle de la région exigera pourtant une main-d'œuvre disposant de diplômes plus avancés, plus techniques et/ou plus technologiques. Bref, un taux de décrochage élevé de l'Abitibi-Témiscamingue risque de contribuer à freiner son développement économique régional et limite son adaptation aux transformations économiques futures.

Tableau R3. Résumé de l'analyse statistique de l'Abitibi-Témiscamingue et cohérence avec les hypothèses théoriques à propos des liens entre le décrochage et chaque variable

	Valeur	Rang sur 17	Cohérence avec niveau d'éducation
Persévérance scolaire et niveau d'éducation			
Taux de sorties sans diplôme ni qualification 2021-2022	23,5 %	15	-
Population de 25 à 64 ans sans diplôme 2023	18,8 %	14	-
Population de 25 à 64 ans ayant un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université 2023	36,0 %	16	-
Indice de littératie 2021	58,0 %	14	-
Variables socio-économiques			
Croissance du PIB			
Croissance 2015-2019	1,7 %	12	Forte
Croissance 2020-2024	0,7 %	11	Forte
Marché de l'emploi			
Taux de chômage février 2025	4,3 %	4	Faible
Taux d'activité février 2025	60,3 %	12	Forte
Structure industrielle			
Indice de spécialisation 2022	de Peu diversifiée, poids de l'extraction minière		- Forte
Niveau de salaire, richesse et pauvreté			
Salaire horaire médian 2024	30,77 \$	3	Faible

Croissance du salaire horaire médian 2016-2024	46,5 %	6	Faible
PIB par habitant 2023	70 482 \$	4	Faible
Revenu disponible par habitant 2022	37 056 \$	5	Faible
Taux d'assistance sociale janvier 2025	3,9 %	8	Faible
Taux de faible revenu 2021	7,0 %	7	Faible
Entrepreneuriat			
Taux de création d'entreprises (nombre d'entreprises nouvellement immatriculées) par habitant âgé de 25 à 64 ans, moyenne annuelle 2018-2020	9,67	15	Forte

